
Sujet : « 1970 : « Septembre noir » »

Traversant tout le XXe siècle, la question palestinienne découle de la rivalité entre deux nationalismes concurrents sur une même terre : le nationalisme juif, structuré politiquement à partir de 1897 avec le Congrès sioniste initié par Théodore Herzl, qui aboutit à la création de l'État d'Israël le 14 mai 1948 ; et le nationalisme arabe, à la fois (et tour à tour) palestinien et islamiste déterminé à résister à la politique d'expulsion et de dépression des Palestiniens. Cette rivalité a culminé en plusieurs affrontements, dont le mois de septembre 1970, surnommé « septembre noir », qui a profondément modifié la géopolitique régionale.

Après la création d'un État d'Israël, les tensions au Moyen Orient ne firent que croître avec ses voisins arabes, notamment l'Égypte, la Jordanie et la Syrie. Des États engagés dans le nationalisme arabe et soutenant la cause palestinienne, qui cherchaient à contester l'existence même d'Israël. Ainsi, après une mobilisation militaire et des discours belliqueux des dirigeants arabes, les craintes israéliennes s'accrochèrent et l'État d'Israël lança une attaque préventive le 5 juin 1967 : la destruction de l'aviation égyptienne au sol accompagnée d'une prise de contrôle de territoire stratégique comme la Cisjordanie, Gaza, le Sinaï ou encore le plateau du Golan.

Problématique : « En quoi le « Septembre noir » de 1970 révèle-t-il les tensions internes du monde arabe tout en marquant un tournant décisif dans la lutte palestinienne et dans la dynamique régionale du conflit israélo-arabe ? »

I. Les racines du conflit : en texte régional et interne tendu

A. Le Moyen Orient après 1967 : un terrain miné

1. Les résultats de la guerre des Six Jours (5 au 10 juin 1967)

- Environ 750 morts israéliens et plus de 20 000 morts pour les pays arabes.
- Renforce la domination israélienne face aux divisions internes des pays arabes, notamment la Jordanie avec les grands déplacements de réfugiés palestiniens.
- Tensions entre les groupes armés palestiniens et le gouvernement Hachémite, en Jordanie.

2. La montée en puissance des mouvements palestiniens armés

- Fatah : mouvement nationaliste qui apparaît dans les années 1950 et était dirigé par Yasser Arafat. Ce mouvement prônait le rôle central de la résistance palestinienne et la lutte armée contre Israël.
- OLP : Organisation de Libération de la Palestine, fondée en 1964 et qui regroupait plusieurs factions et agissait comme le représentant militaire et politique de la Palestine.
- FPLP : Front Populaire de Libération de la Palestine, créé en 1967 par G. Habache. Ce groupe marxiste et léniniste préconisait la lutte révolutionnaire contre Israël avec des actions spectaculaires.

B. La Jordanie, un Etat fragile face à la montée palestinienne

1. Un sentiment d'appartenance jordanien ?

→ Après 1967, la Jordanie a perdu la Cisjordanie alors sous son contrôle, et a accueilli 350 000 réfugiés palestiniens. Ce chiffre représentait environ 60 % de la population du territoire.

→ Grâce à la citoyenneté et l'intégration sociale, il existait un sentiment d'appartenance en Jordanie chez une partie des palestiniens déplacés, mais ce sentiment coexistait souvent avec une identité palestinienne forte (mémoire du déplacement, cause nationale...).

2. L'autonomie des groupes palestiniens sur le territoire jordanien et les tensions croissantes avec le roi Hussein.

→ « Zones libérées » = espaces presque autonomes établis par les *fedayins*, c'est à dire les combattants de la guérilla palestinienne. Ces zones se concentraient sur les camps de réfugiés autour de la capitale de la Jordanie, Amman, et dans certaines régions rurales peu surveillées par l'État.

→ Bases d'attaques = ces territoires offraient des bases arrières pour les opérations armées contre Israël par les groupes palestiniens. Ces attaques étaient principalement des raids transfrontaliers (sabotages des routes, des lignes électrique...), des attaques armées (embuscades, tirs de roquette, terrorisme...), des infiltrations (hommes armés dans les villes et villages israéliens). Par exemple, le raid de Kamareh en 1968 était une opération israélienne qui visait à détruire une base militaire fedayin afin de stopper leurs attaques. Cependant, l'armée jordanienne s'est mobilisée auprès des palestiniens et ensemble, ils opposèrent une résistance importante face à l'État Israélien. Ainsi, l'OLP et Y. Arafat, en plus de gagner en visibilité et légitimité, devinrent une figure emblématique de la résistance palestinienne.

→ Autonomie de ces zones : Les palestiniens sont quasiment indépendant dans des « zones libérées », notamment à travers l'existence de structures administratives, sécuritaires, judiciaires...

Transition : Après la guerre des Six Jours, l'État jordanien était affaibli et préoccupé par le développement des groupes palestiniens sur son territoire majoritairement détachés d'un sentiment citoyen jordanien. C'est pourquoi, le roi Hussein craint une situation de double souveraineté.

II. Le conflit éclate : Septembre 1970, la confrontation ouverte

A. Le déclenchement des hostilités

1. Les incidents qui précipitent la crise

→ Tentatives d'assassinat majeures contre le roi Hussein : L'une a eu lieu après la guerre des Six Jours, orchestrée par un groupe palestinien radical qui estimait que le souverain était trop modéré et l'accusait de trahison pour avoir accepté le cessez-le-feu avec Israël en 1967. L'autre tentative principale eut lieu au début septembre 1970, par un groupe palestinien, ce qui fut un événement déclencheur du « septembre noir ».

→ Attentat du 6 septembre 1970 : le FPLP détourne trois avions de ligne en direction d'un désert en Jordanie, dans l'objectif de libérer des prisonniers palestiniens en Israël en échange des otages. Dans l'un de ces trois avions, le commandant de bord israélien Uri Bar Lev refusa de se laisser faire ; cela démontre que les actions de l'OLP ne sont pas toutes approuvées et même parfois contredites. Toutefois, les mouvements de résistance palestiniens augmentent en puissance chaque jour et menacent le trône du roi.

2. La décision de Saddam Hussein de reprendre le contrôle par la force

→ 15 septembre 1970 : Déclaration de la loi Martial et commencement des opérations majeures contre les populations palestiniennes en Jordanie (tanks, forces armées...).

→ 17 septembre 1970 : Hussein décide de restaurer son autorité par la force.

B. La guerre civile jordanienne

1. Les principales phases des combats entre l'armée jordanienne et l'OLP

→ 17 au 22 septembre 1970 : intervention syrienne en soutien à l'OLP, menée par le chef d'État H. Al-Hassad (qui a prit le pouvoir par un coup d'État une semaine plus tôt). La Jordanie réplique militairement par les airs, ce qui développe les tensions internes au monde arabe.

→ Offensives brutales, combats intenses, bombardements, opérations au sol contre des zones densément peuplées de réfugiés palestiniens...

→ Victoire Jordanienne → Les troupes étaient mieux équipées et l'ont aisément emporté sur les *fedayins*, au prix de milliers de morts civils palestiniens et d'une crise devenue internationale.

2. La violence des affrontements et les conséquences humaines

→ Début Septembre : 40 000 combattants armés pour les forces palestiniennes étaient estimés face à la Jordanie qui a déployé les forces d'État (chiffres non-renseignés).

→ Total du « Septembre noir » : De 3 500 à 10 000 morts palestiniens selon les sources et plus de 110 000 blessés (chiffres non-renseignés pour la Jordanie).

3. Le rôle des acteurs régionaux pour la paix

→ 21 au 28 septembre : Un sommet d'urgence entre les pays arabes (notamment l'Égypte, la Syrie, la Jordanie...) au Caire a lieu pour forcer une trêve entre la Jordanie et l'OLP.

→ La prise de position des États arabes :

- soutiennent l'OLP : Syrie, Irak, Algérie, Libye, Yémen du Nord...

- plus favorables à la Jordanie : Arabie Saoudite, Koweït, Liban, Emirats arabes unis (encore en formation à l'époque)...

- positions ambivalentes, modérées, pour l'unité du monde arabe : Tunisie, Maroc, Égypte...

→ 27 septembre : signature du cessez-le-feu entre S. Hussein et Y. Arafat et retrait des forces.

Transition : Un cessez-le-feu qui ne règle pas tout...

III. Les conséquences multiples du « Septembre noir » : un tournant aux répercussions multiples

A. L'expulsion des palestiniens et le déplacement du conflit : des divisions internes au monde arabe

1. L'exil forcé de l'OLP vers le Liban : l'impact sur la dynamique du conflit israélo-arabe

→ Octobre 1970 : Sous la pression militaire et diplomatique, les combattants palestiniens et leurs familles furent évacués vers le Liban (représentaient 50 % de la population du pays), qui devint alors le nouveau centre de résistance palestinienne.

→ Déplacement du centre gravitationnel du conflit palestinien au Liban. La présence massive de l'OLP augmenta les divisions communautaires (factions chrétiennes, chiïtes, sunnites...). Ces éléments sont des facteurs déclencheurs de la guerre civile au Liban.

2. Les divisions internes au monde arabe

→ Fractures entre les régimes monarchiques (pour la stabilité du souverain) et nationalistes/révolutionnaires (socialistes, OLP comme vecteur de lutte face à Israël) : Jordanie, Arabie Saoudite *versus* Syrie, Irak, Algérie, Libye...

→ Le conflit du « Septembre noir » a mis en lumière de multiples tensions entre les États arabes, ce qui fragilisa l'image de l'OLP en tant qu'unificateur de la résistance palestinienne et le monde arabe apparut désuni dans sa lutte face à Israël.

B. Des conséquences du « Septembre noir » : guerre civile et terrorisme

1. 1975-1990 : la guerre civile Libanaise

→ De nombreux acteurs aux luttes diverses : les milices chrétiennes, Israël (plusieurs interventions militaires visant à affaiblir l'OLP. Exemple : invasion du Liban en 1982) *versus* les milices musulmanes, la Syrie (intervenue militairement dès 1976 afin de maintenir une influence régionale), OLP (joue un rôle central dans le déclenchement des hostilités)...

→ D'importants conflits et de lourds bilans humains : des combats urbains intenses, des sièges, des massacres (ex : massacre de Sabra et Matila dans un camp de réfugiés palestiniens pendant l'invasion israélienne du Liban en 1982). Utilisation d'armes lourdes, d'attentats-suicides et de tactiques de guérilla. La fragmentation des milices et des factions allongent la durée des combats. On estime 120 000 à 150 000 morts, des milliers de déplacés et de réfugiés, une profonde destruction structurelle et sociétale du pays.

→ Accords et conséquences : sous l'égide de l'Arabie Saoudite et de la Syrie, l'Accord inter-libanais de Taëf fut signé le 22 octobre 1989. Cet accord repartage le pouvoir entre les communautés religieuses et renforce celui de l'État Libanais. Malgré tout, le pays est longtemps resté instable après ce traité, avec une influence syrienne forte jusqu'en 2005 et de nombreux défis économiques.

2. Radicalisation du combat et naissance d'un nouveau terrorisme palestinien

→ Rivalité dans la résistance palestinienne et conflictualité entre les différentes factions qui ont affaibli l'idée que les palestiniens étaient en capacité de former un front uni face à Israël et sur la scène internationale.

→ Le Docteur William Quandt (CNS, 1972-1979) à propos des actions de l'OLP : « ils essayaient sans cesse de trouver de nouveaux moyens d'action en privilégiant les plus spectaculaires pour attirer l'attention sur le sort ».

→ Terrorisme : création du groupe « septembre noir » en représailles des massacres de cette guerre civile. En septembre 1971 cette branche secrète de l'OLP assassina le Premier Ministre jordanien Wasfi Al-Tall, qui était partisan de « l'écrasement palestinien ». Une autre action a profondément marqué les esprits au niveau international : l'attentat aux JO de Munich, en 1972 avec la mort de onze athlètes israéliens. En 1973, la plupart des dirigeants de cette organisation terroriste furent tués par le Mossad ou les Services Secrets Israéliens.

Conclusion : Expansion du conflit dans le monde arabe et à l'internationale. Fragmentation des Etats arabes dans la lutte contre Israël. « Septembre noir » (nommé « Septembre blanc » par les Jordaniens) a été un vecteur de désunion. Radicalisation palestinienne (création du Hamas en 1987), intifadas (1987, 2000)... Quelques accords de paix (Camp David en 1978). Aujourd'hui, la question palestinienne reste sans réponse...

Sources :

CORDELLIER (S.) *Le dictionnaire historique et géopolitique du XX^e siècle*, juin 2008

BLACHEZ (O.) « Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) » *Les clés du moyen orient*, 23 mars 2011

<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Front-populaire-de-liberation-de.html>

MEDAWAR (S.) « Le jour où... le roi Hussein a repris le contrôle de la Jordanie », *L'Orient-Le Jour*, 24 août 2015 <https://www.lorientlejour.com/article/940803/le-jour-ou-le-roi-hussein-a-repris-le-contrôle-de-la-jordanie.html>

PREMONT (K.), « Jordanie », *Perspective Monde*

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMHistoriquePays/JOR>

VIGNARD (K.) *Le Moyen Orient*, 1^{er} mars 2001, pages 35 à 43 (LALOR P.) <https://unidir.org/wp-content/uploads/2023/09/le-moyen-orient-en-587.pdf>

